

Structure bancaire locale et évolution du crédit à l'échelle des départements français : l'expérience de la crise financière de 2007-2008

Céline Meslier*, Philippe Rous*, Alain Sauviat*[♦], Pascale Torre*

Version préliminaire, juin 2013, ne pas citer sans autorisation des auteurs

Résumé

Cette étude constitue la première analyse de l'impact des caractéristiques structurelles bancaires sur l'évolution des encours de crédit appréciés au niveau départemental dans le cas français. Elle repose sur l'exploitation de données originales issues des Centralisations Financières Territoriales collectées mensuellement par la Banque de France et utilise la crise financière internationale de 2007-2008 comme une expérience naturelle d'un choc global frappant l'ensemble des banques exerçant sur le territoire français. Les réactions des systèmes bancaires locaux à cette crise financière sont identifiées pour chaque département par la date et l'intensité de la rupture constatée dans l'évolution des encours de crédits. Ces réactions sont ensuite expliquées par les caractéristiques structurelles des marchés bancaires locaux, en mettant un accent particulier sur l'identification du rôle spécifique des banques régionales par rapport aux banques nationales. Les résultats montrent qu'une part de marché des banques régionales plus forte dans un département peut effectivement favoriser cette résistance, mais les résultats sont très dépendants de l'inclusion ou non de l'Ile-de-France dans l'échantillon retenu. C'est, en fait, la construction originale d'une variable de dispersion spatiale moyenne des banques régionales présentes dans un département donné qui apporte les enseignements les plus stables. Plus le périmètre géographique moyen des banques régionales est faible, plus l'intensité de la rupture dans la distribution des crédits est faible. Mais, à l'inverse, ce localisme accroît la rapidité de survenance de la crise dans le département.

Mots-clés : Crédit ; Structure des marchés bancaires ; Banques régionales ; Crise financière.

*LAPE (Laboratoire d'Analyse et Prospective Economiques), Université de Limoges ; [♦] alain.sauviat@unilim.fr

Remerciements : Les auteurs remercient la Banque de France pour la mise à disposition des données de Centralisations Financières Territoriales et Andrea Bellucci pour sa contribution à la construction de la base de données.

1. Introduction

Au cours des deux dernières décennies, d'importantes restructurations des systèmes bancaires se sont opérées dans les pays occidentaux à la suite du mouvement de libéralisation financière et de déréglementation des marchés financiers. Parmi d'autres, la levée de certaines restrictions dans l'exercice de l'activité des banques, la suppression de certaines réglementations limitant leur expansion géographique ont profondément modifié le paysage bancaire tant aux Etats-Unis qu'en Europe. Un mouvement de consolidation s'est alors opéré au cours de cette période par des opérations de fusions et acquisitions domestiques ou transfrontalières et a conduit à une forte réduction du nombre d'intervenants. Actuellement, les systèmes bancaires américain et européen sont caractérisés par un degré de concentration relativement élevé tant au niveau national qu'au niveau local et par la présence d'un nombre limité d'acteurs dominant le marché (Berger et al., 2010 ; Goddard et al., 2007)

Une attention accrue s'est alors portée sur l'impact de ce nouvel environnement et le rôle spécifique des banques dites locales, c'est-à-dire n'opérant que sur zone géographique limitée, sur le financement de l'activité économique. En effet, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, la réduction du nombre d'acteurs sur le marché bancaire s'explique par la disparition de nombreuses banques locales. La spécificité attribuée par la littérature bancaire aux banques locales par rapport aux banques d'envergure nationale repose sur la distinction existant entre les activités de crédit basées sur le développement de relations étroites de long terme entre prêteur et emprunteur (« relationship-lending activities ») et les activités de crédit plus standardisées (« transaction-lending activities »). Ces dernières sont basées principalement sur l'utilisation de données quantitatives issues des documents comptables des entreprises tels que le bilan, le compte de résultat (« hard information »). Elles sont associées à des coûts fixes importants dans le traitement de l'information qui, pour rendre l'activité rentable, nécessitent d'être répartis sur un grand nombre de clients. Les activités de crédit basées sur l'existence de relation étroite entre prêteur et emprunteur (relationship-lending activities) se basent quant à elles, parallèlement au traitement de données quantitatives, sur l'utilisation de données à caractère qualitatif telles que la connaissance et le suivi des dirigeants ou la connaissance du milieu local (« soft information »). Ce type d'activités serait plus adapté aux besoins de financement des petites et moyennes entreprises (PME) que les activités de crédit plus standardisées. Avec l'accroissement de leur taille, les banques auraient alors tendance à se concentrer sur des activités standardisées et à réduire la part dans leur portefeuille de crédit des activités nécessitant une relation plus étroite entre prêteur et emprunteur. Les banques

locales disposeraient alors d'un avantage comparatif par rapport aux banques d'envergure nationale dans le traitement de l'information à caractère idiosyncrasique. Ceci se traduirait notamment par un rôle spécifique des banques locales dans le financement des PME et, par là-même, dans le développement économique local. L'existence de ces deux types d'activités et les différences structurelles qu'ils impliquent entre grandes banques et petites banques en termes de structure du portefeuille de crédit ont fait l'objet d'une abondante littérature dans le cas américain (Berger and Udell, 1998 ; Berger et al., 2005 ; DeYoung et al., 2004). Cet intérêt spécifique pour la situation des Etats-Unis s'explique par certaines spécificités structurelles de son marché bancaire où co-existent des banques dites communautaires, localisées dans un ou deux comtés d'un même état et de très grandes banques implantées sur l'ensemble du territoire dont certaines sont d'envergure internationale. Certains travaux ((Berger and Udell, 2006 ; DeYoung et al., 2004) soulignent toutefois que cette distinction relationship-lending/transaction lending doit être nuancée eu égard au développement de nouvelles technologies dans le traitement de l'information (credit scoring des petites entreprises,..). Ainsi, toutes les demandes de crédits émanant de PME ne sont pas analysées uniquement sur la base d'informations qualitatives. Le désavantage comparatif des grandes banques dans leur relation avec les PME qui en découle serait compensé par l'amélioration de leur performance dans la réalisation des activités standardisées destinées à ces entreprises.

Ces questions ont connu ainsi un regain d'intérêt avec les processus de déréglementation et de consolidation bancaire. Plus particulièrement, les différentes opérations de fusion et acquisition ayant entraîné aux Etats-Unis la disparition de nombreuses banques locales conjuguées à la suppression des contraintes géographiques d'implantation ont soulevé de nombreuses questions sur le financement des petites et moyennes entreprises et le développement économique local (Berger and Udell, 1995 ; Peek and Rosengren, 1998 ; Collender and Shaffer, 2003 ; DeYoung et al., 2004 ; Avery et Samolyk, 2004,.....). Si la réduction du nombre des banques locales est susceptible d'entraîner des difficultés d'accès au crédit pour les PME (et/ou à un coût plus élevé), l'entrée de nouveaux établissements peut conduire à un accroissement de l'intensité de la concurrence et à une meilleure efficacité des banques locales restant sur le marché et donc une plus grande efficacité de l'allocation des ressources sur le marché local. Avery et Samolyk (2004) analysent l'influence de la présence de banques locales sur la distribution de crédit aux PME dans la période qui a fait suite au processus de consolidation bancaire. Les auteurs mettent notamment en évidence que la présence de banques communautaires (« community bank ») dans les états ayant connu des phases de consolidation a permis d'accroître les prêts aux PME. D'autres travaux se sont

penchés sur l'impact de la structure du marché bancaire sur l'accès au crédit et les conditions de financement des PME, avec des résultats contrastés. Ainsi, Berger et al (2007) montrent que la probabilité pour une PME d'obtenir un crédit de la part d'une banque d'une classe de taille donnée ne décroît pas avec la taille banque et est proportionnelle à la part de marché de cette classe. De plus, les conditions de crédit aux PME dépendent de la structure par taille du marché (part de marché relative entre grandes et petites banques) et non de la taille de la banque accordant le crédit. Le rôle spécifique joué par les banques locales est confirmé par des travaux conduits dans certains pays européens ou à l'échelle internationale (Berger, et al. 2004 ; Usai and Vannini, 2005).

Dans le prolongement de ces questionnements, de nombreux travaux se sont également intéressés à la relation existant entre concentration/compétition des marchés bancaires d'une part et nature de l'activité de crédit des banques d'autre part avec des résultats, ici encore, contrastés. Pour certains auteurs (Rajan, 1992; Petersen and Rajan, 1995), compétition et relationship-lending sont antagonistes, dans le sens où plus de compétition tend à réduire ces activités. En revanche, d'autres études mettent en évidence que plus de compétition sur le marché peut avoir des effets favorables sur le développement de ce type d'activité de crédit en incitant les banques locales à se concentrer principalement sur le segment de clientèle des PME et l'utilisation du relationship-lending (Boot and Thakor, 2000; Dell'Araccia and Marquez, 2004; Hauswald and Marquez, 2006). Les travaux récents (Degryse and Ongena, 2007 ; Presbitero and Zazzaro, 2011) montrent que les effets de la concurrence sur la nature de l'activité de crédit des banques dépend la structure organisationnelle du système bancaire local.

Concernant plus spécifiquement le cas français, l'analyse du processus de consolidation du système bancaire français sur le financement de l'économie proposée par Bertrand, Schoar and Thesmar (2007) met en évidence les effets positifs de la déréglementation sur les entreprises appartenant à des secteurs traditionnellement dépendants du financement bancaire. Après la déréglementation, les entreprises les moins performantes ont connu un accroissement du coût du capital, conduisant par là-même à des efforts de restructuration plus intense pour celles appartenant aux secteurs industriels fortement dépendants du financement bancaire. Un accroissement de l'efficience allocative entre entreprises ainsi qu'une réduction de la concentration dans de nombreux secteurs industriels ont également pu être mis en évidence. Concernant le financement des PME, Dietsch (2003) souligne quant à lui que le processus de consolidation n'a pas eu d'effet négatif sur l'accès au

crédit de cette catégorie d'entreprises. Il constate même un accroissement significatif de la part de marché des PME dans le total des financements aux entreprises au cours des années 90.

Notre article s'inscrit dans le prolongement de ces travaux et propose d'étudier le lien entre structure du marché bancaire et activité de crédit au niveau local dans le cas français. L'objectif est d'analyser le lien entre structure bancaire locale et offre de crédit à l'échelle des départements français en explorant cette question sous l'angle de l'impact de la crise financière globale de 2007-2008. Les effets de ce choc sur l'activité économique font l'objet d'une littérature croissante tant en Europe qu'aux Etats-Unis. L'occurrence éventuelle d'un « credit crunch » et ses conséquences sur l'activité économique constituent une des préoccupations majeures des auteurs. Dans le cas américain, les études existantes (Gozzi and Goetz, 2010 ; Santos, 2010) mettent en évidence l'existence d'un choc important ayant affecté l'offre de crédit des banques. En se focalisant plus particulièrement sur le comportement des petites banques locales américaines, Gozzi et Goetz (2010) montrent des différences de réaction des banques en fonction de la structure des financements. Ainsi, la réduction du crédit est plus forte dans le cas des banques fortement dépendantes des financements de marché, due à un effet de l'assèchement du marché de la liquidité. Ainsi, dans les régions où la part des banques dépendant fortement de ce type de financement est importante, les auteurs soulignent l'existence d'une réduction plus forte de l'emploi. L'influence de la structure des marchés bancaires locaux et le rôle spécifique joué par les banques locales n'a fait en revanche l'objet que d'un nombre limité de travaux. Une étude récente de Presbitero et al. (2012) met en évidence l'existence d'un lien entre l'importance de la réduction de l'offre de crédit et la structure des marchés bancaires locaux pour les régions italiennes. Les auteurs s'intéressent plus particulièrement aux effets de la distance entre les dirigeants et le marché bancaire local. Plus cette distance est importante, plus l'intensité du credit crunch est importante. De plus, plutôt qu'un effet « fuite vers la qualité », les auteurs mettent en évidence l'existence d'un biais domestique, les effets du choc de crédit dans ces régions affectant plus fortement les entreprises en bonne santé.

Au-delà du questionnement sur le rôle des banques locales sur le financement de l'activité économique qui n'a, à notre connaissance, jamais été exploré dans le cas français, l'originalité de notre travail se situe également dans la nature des données utilisées pour examiner cette question. En effet, les travaux dans le cas américain ne disposent que de la

répartition des dépôts par point de vente¹. Cette information est donc utilisée comme clé de répartition géographique des crédits. L'analyse empirique proposée dans le cadre de cet article s'appuie quant à elle sur la mise à disposition par la Banque de France d'information détaillée sur la ventilation à la fois des crédits distribués et des dépôts collectés par les banques à l'échelle départementale. La démarche empirique se décompose en deux principales étapes. L'identification des dates de rupture dans l'évolution des encours de crédit distribué par les banques au niveau départemental permet d'obtenir dans un premier temps des informations concernant non seulement la date de la rupture mais également le comportement avant/après crise sur les marchés du crédit ainsi que sur l'intensité de la rupture. Ces informations sont utilisées dans un second temps pour déterminer dans quelle mesure des différences dans la structure des marchés bancaires locaux et dans la présence de banques régionales et locales peuvent expliquer un impact différent de la crise (date et intensité) au niveau local.

Nos résultats montrent tout d'abord une hétérogénéité des effets de la crise sur l'évolution des encours de crédits au niveau local, que ce soit en termes de date ou d'intensité. Dans l'explication de ces différences, il apparaît que la structure des marchés bancaires importe. Ainsi, le degré de concentration du marché du crédit au niveau local et la structure des portefeuilles de crédits des banques influencent de manière significative l'intensité de la réaction au choc généré par la crise financière. Enfin, nos résultats mettent également en évidence une contribution spécifique et significative de nos indicateurs de présence des banques régionales et locales. Ainsi, une présence plus importante des banques régionales sur le marché local a pour effet de retarder les effets de la crise. Plus le périmètre géographique moyen des banques régionales est faible, plus l'intensité de la rupture dans la distribution des crédits est faible. Mais, à l'inverse, ce localisme accroît la rapidité de survenance de la crise dans le département.

La suite de l'article s'articule comme suit. La section 2 décrit les conséquences de la crise financière de 2007-2008 sur la distribution des crédits à l'échelle des départements français et expose la méthode de détermination des ruptures consécutives à la crise financière. Dans la section 3, on définit et analyse des indicateurs reflétant les caractéristiques structurelles des marchés bancaires au niveau départemental. La section 4 cherche à identifier parmi les caractéristiques structurelles bancaires locales les principaux facteurs explicatifs de la date et de l'intensité des ruptures de l'évolution des encours de crédit. La section 5 conclut.

¹ Annual Summary of Deposit data pour les banques commerciales et le Branch Office Survey System pour les banques d'épargne.

2. Crise financière et rupture dans l'évolution des encours de crédits dans les départements français

2.1 La construction de la base de données

La base de données construite pour cette étude repose principalement sur l'exploitation d'informations collectées par la Banque de France dans le cadre des Centralisations Financières Territoriales et du Fichier des Implantations Bancaires.

Les Centralisations Financières Territoriales recensent, sur une base conventionnelle, les informations transmises par plus de 300 banques adhérentes à la Fédération Bancaire Française relatives aux crédits octroyés et aux dépôts collectés auprès de la clientèle non financière. Sont disponibles sur le site de la Banque de France les données mensuelles agrégées au niveau départemental, les encours de crédit et de dépôt étant décomposés respectivement en 8 lignes et 10 lignes de produits. Nous avons pu, grâce à une convention de mise à disposition de données avec la Banque de France, obtenir ces informations au niveau de chaque établissement déclarant, d'octobre 2005 à avril 2010, ventilées en fonction de 7 catégories d'agents économiques constituant la clientèle bancaire (sociétés financières, entreprises individuelles, particuliers, entreprises d'assurance, administrations publiques, institutions sans but lucratif au service des ménages et non-résidents).

Le Fichier des Implantations Bancaires (FIB) a permis de compléter les informations contenues dans les Centralisations Financières en ce qui concerne l'évolution annuelle (fin d'année) du nombre d'agences par établissement et par département, tout en précisant le statut des banques concernées (banques nationales, de réseaux, locales, étrangères...). Tous les établissements ont également été identifiés en fonction du type (banques, banques mutualistes ou coopératives, établissements de crédit de l'espace économique européen exerçant en libre prestation de services...) défini par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP).

Les statuts des établissements, issus du FIB ou de l'ACP, ont permis de créer une nouvelle classification spécifique à cette étude qui distingue :

- les banques nationales (BNPP, La Banque Postale, LCL, Société Générale, HSBC après 2008),
- les banques régionales insérées dans des réseaux de groupes d'envergure nationale (Banque Populaire, Caisse d'Epargne, Crédit Agricole, Crédit du Nord, Crédit Maritime, Crédit Mutuel, Crédit Mutuel Agricole et Rural, et Crédit Coopératif, HSBC avant 2008),

- les banques locales (17 banques réparties sur 46 départements au total, non insérées dans un réseau d'envergure nationale, périmètre limité à un très petit nombre de départements)
- les autres établissements comprenant les filiales ou succursales de banques étrangères (hors HSBC) et tous les établissements à vocation très spécialisée (sociétés de crédit, e-banques, filiales de groupe de distribution...).

L'observation fine des données a, en outre, montré que :

- certains établissements bancaires ne procèdent pas à une déclaration mensuelle mais seulement trimestrielle (donc 3 mois consécutifs avec les mêmes chiffres), souvent des banques étrangères et majoritairement implantées en Ile-de-France.
- certains établissements ont une implantation territoriale limitée à quelques agences dont la délégation couvre plusieurs départements, les chiffres déclarés par l'agence dans son département concernent alors, *de facto*, un territoire plus large ; de même les sociétés financières et la plupart des banques étrangères ne déclarent leur activité nationale que dans le département de leur siège social.

Compte tenu des objectifs de l'étude qui nécessitent d'appréhender précisément les dimensions temporelles et spatiales, l'échantillon principal a été limité aux seules banques déclarant effectivement sur une base départementale et mensuelle, soit un total de 139 banques. Les indicateurs présentés ci-dessous indiquent une très bonne représentativité de cet échantillon par rapport au fichier initial transmis par la Banque de France :

- en terme de distribution de crédit : 84,98% sur l'ensemble du territoire et 96,21% si on exclut l'Ile-de-France ;
- en terme de collecte de dépôt : 93,80% sur l'ensemble du territoire et 98,71% si on exclut l'Ile-de-France.

2.2 Crise financière et évolution des crédits et des dépôts en France.

En représentant graphiquement l'évolution des crédits et des dépôts entre octobre 2005 et avril 2010, les conséquences de la crise financière de 2008 apparaissent clairement à l'échelle nationale dans le fléchissement de la tendance temporelle des encours de crédit alors que les dépôts se maintiennent selon une trajectoire voisine de celle qui prévalait antérieurement.

Plus précisément, le graphique 1 indique ces tendances pour 4 échantillons :

- Ensemble des banques, France entière
- Ensemble des banques, France hors Ile-de-France
- Ensemble des banques étrangères (selon statut FIB), France entière
- Ensemble des banques hors étrangères (selon statut FIB), France hors Ile-de-France

[Insérer graphique 1]

On observe que les crédits marquent, sur l'ensemble du territoire et l'ensemble des banques, une très nette rupture dans leur tendance en octobre-novembre 2008, juste après le paroxysme de la crise financière liée à la faillite de Lehman Brothers. L'intensité de cette rupture est cependant très fortement atténuée si on exclut l'Ile-de-France, elle l'est également si on exclut les banques étrangères dont on constate un très fort désengagement à partir de 2009 après une rupture dans la tendance initiale dès le printemps 2008, matérialisant une évidente transmission plus précoce des multiples soubresauts de la crise des subprimes aux filiales ou succursales des banques étrangères.

L'évolution des dépôts ne montre pas la même inflexion, sauf en ce qui concerne les banques étrangères dont le profil des dépôts anticipe avec un trimestre d'avance le profil des crédits, traduisant la même et très forte intensité de rupture.

Ce brusque retrait des banques étrangères du territoire national ne constitue pas l'objet de notre analyse mais correspond bien aux observations déjà faites dans la littérature sur le comportement de désengagement net des banques étrangères constaté en période de crise (Peek and Rosengren, 2000 et Jeanneau and Micu, 2002). Mais cette différenciation International / National liée à la distance géographique entre le siège de la prise de décision et le territoire d'implantation amène naturellement à se poser la question de l'échelon inférieur National/ Régional où les banques à vocation régionale seraient plus résilientes sur leurs territoires locaux spécifiques que les banques nationales. Plus proches de leurs marchés respectifs, les banques régionales seraient à la fois plus impliquées dans leur soutien mais aussi davantage dépendantes de ces marchés. De leur côté, les grandes banques nationales ont une activité spatialement plus diversifiée (à l'échelle nationale et à l'échelle internationale) et peuvent arbitrer entre différents territoires sans la contrainte liée à l'enracinement local mais avec l'opportunité du choix des marchés les plus profitables. Ainsi, même si les banques nationales françaises se replient elles-aussi sur le territoire national, elles peuvent arbitrer

entre les différents départements sur une base plus large que les régionales, opérant des transferts de liquidité entre territoires. En comparaison des banques régionales, les banques nationales se retirent peut-être plus rapidement et fortement sur certains territoires mais résistent davantage sur d'autres en fonction du dynamisme des marchés locaux du crédit. On doit cependant également considérer que les 3 grandes banques nationales BNPP, LCL, SG, dépendant davantage des financements de marché que les banques régionales, peuvent être plus impactées par une crise de liquidité globale, et réduisent en conséquence leur offre de crédit globale avec un effet dépressif sur l'ensemble des départements.

On peut ainsi regarder l'évolution nationale des crédits et des dépôts pour les deux groupes de banques ; le premier, constitué des banques nationales (NS = national scope) et le second, des banques régionales appartenant à un réseau d'envergure nationale (RS = regional scope). Le graphique 2 dissocie donc les banques nationales NS (en excluant la Banque Postale compte tenu du particularisme de la faiblesse de sa distribution de crédit par rapport à sa collecte de dépôts, lié à l'histoire de cet établissement) et les banques régionales RS. Les données présentées ne concernent que des banques à déclaration départementalisée et mensuelle.

[Insérer graphique 2]

Sur la France entière, on constate une rupture très nette dans la progression des encours de crédit pour les deux ensembles de banques, survenant à peu près au même moment en octobre-novembre 2008, avec une évolution en palier faiblement décroissant pour les NS et faiblement croissant pour les RS, les crédits des RS amorçant une reprise dès la mi-2009 contrairement aux NS pour lesquelles l'évolution en palier se maintient. Lorsqu'on exclut l'Ile-de-France, la rupture est ici encore nette mais moins forte, le palier restant un peu plus marqué pour les banques nationales que pour les banques régionales, mais les profils des encours de crédit des deux types de banques traduisent une dynamique plus solide à la fois pour les NS et les RS à partir du 4ème trimestre de 2009. L'évolution des encours de crédits montrent la même relative inertie dans la tendance avant et après crise pour les deux catégories NS et RS.

Ces observations des encours de crédits au niveau national montrent des disparités plus ou moins fortes entre NS et RS mais ces données agrégées dans les deux dimensions individuelles, banques et départements, masquent des évolutions bien plus marquées entre banques et entre départements. Il n'est pas possible ici pour des raisons de confidentialité de

présenter les profils individuels des banques sur leur territoire, mais les profils des départements français (banques NS et RS agrégées) traduisent des évolutions, en mettant désormais l'accent sur les crédits, montrant une assez forte hétérogénéité des réponses locales à la crise financière. Le graphique 3 expose l'évolution des encours de crédits pour 9 départements choisis à dessein pour illustrer la diversité de ces profils.

[Insérer graphique 3]

Sur la première rangée, la Corse du Sud (2A) ne connaît pas la crise (la Corse du Nord (2B) non plus !), la Corrèze (19) très peu. A côté de ces départements plutôt ruraux, la Loire-Atlantique (44) montre un dynamisme certain que la crise financière n'infléchit que modérément. Sur la seconde rangée, les paliers de 2008 sont nettement marqués mais la reprise de 2009 l'est également, davantage pour le Rhône (69) et la Haute-Garonne (31) que pour les Alpes-Maritimes (06). Enfin sur la troisième rangée, la croissance des encours de crédits est complètement stoppée pour les Ardennes (08) et la crise se traduit même par une décroissance des encours pour les Hauts-de-Seine (92) avec une légère reprise en 2009, décroissance encore plus marquée et sans rebond pour Paris (75).

Même si cela apparaît moins immédiat à la lecture des graphiques, l'hétérogénéité semble également bien présente dans la transmission temporelle de la crise financière internationale à l'échelle infranationale que constituent les départements français, la rupture s'opérant essentiellement entre le 2^{ème} et le 4^{ème} trimestre selon les départements de l'échantillon.

2.3 Méthode d'identification de la date et de l'intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédit départementaux

Afin de parvenir à une identification précise des disparités départementales dans la temporalité et dans l'ampleur des conséquences de la crise financière, on retient une méthode simple de détermination de la date et de l'intensité de la rupture constatée dans les encours de crédit départementaux.

La date de rupture est déterminée, dans chaque département i , en estimant sur une fenêtre temporelle de 2 ans entre juin 2007 et juin 2009 le modèle suivant ² :

$$\text{Log}X_{it} = \alpha_i + \alpha'_i D_{t,\tau} + \beta t + \beta' t * D_{t,\tau} + \epsilon_{it} \quad (1)$$

Où :

- t est le temps en mois ($t = 1$ en juin 2007 et $t = 25$ en juin 2009)
- $D_{t,\tau} = 1$ pour tout $t \geq \tau$ et 0 sinon, τ étant compris entre août 2007 ($\tau = 3$) et avril 2009 ($\tau = 23$)

L'estimation des 21 versions du modèle en faisant varier τ entre 3 et 23 correspond aux 21 possibilités de dates de rupture entre août 2007 et avril 2009 pour un département donné. La date optimale de la rupture τ^* est alors celle pour laquelle le R^2 associé au modèle (1) est maximum.

Les valeurs de β , β' et $\beta + \beta'$ associées à τ^* correspondent respectivement, pour chaque département, à la pente de la tendance des encours de crédit avant la rupture, à l'intensité de la rupture et à la pente de la tendance des crédits après la rupture.

Le graphique 4 croise les résultats obtenus sur la date et l'intensité de la rupture dans les départements français. Huit départements ont été exclus de l'analyse parce que l'évolution des encours de crédits montrait, au sein de ces départements, un évident problème de continuité des séries (Cantal, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Pas-de-Calais, Haute-Saône, Savoie et Somme).

[Insérer graphique 4]

On constate que les dates de rupture s'échelonnent de mars 2008 (4 départements) à janvier 2009 (2 départements dont Paris). Toutes les intensités de rupture sont négatives et s'échelonnent, en variation logarithmique mensuelle, entre - 0,00091 pour la Corse du Sud et - 0,01879 pour Paris, valeur extrême par rapport au reste de l'échantillon (moyenne -0,00633),

² Les données ont été désaisonnalisées par département en utilisant l'information sur la période globale 2005.10 - 2010.04.

ce qui correspond en pourcentage et en rythme annuel à une décroissance par rapport à la tendance d'avant crise comprise entre -1,1% et -21,5% (moyenne -7,3%). Les tableaux 1 et 2 présentent les principales statistiques descriptives associées à ces variables.

[Insérer tableaux 1 et 2]

Ces disparités départementales nous amènent naturellement à nous interroger sur l'existence d'un éventuel lien entre la structure bancaire locale et la réponse à la crise financière telle qu'elle apparaît dans la temporalité et l'intensité des ruptures constatées dans l'évolution des encours de crédit.

3. Caractéristiques structurelles des marchés bancaires à l'échelle départementale

La diversité des réactions départementales à la crise financière constatée dans la section 2 conduisent donc, en lien avec les enseignements de la littérature rappelés dans la section 1, à rechercher dans les caractéristiques structurelles des marchés bancaires locaux une explication de ces disparités. A cet effet, différents indicateurs départementaux sont calculés en exploitant les informations contenues dans les centralisations financières territoriales. Ces indicateurs départementaux sont des valeurs moyennes sur la période janvier 2007-décembre 2007 (un an pour gommer les effets saisonniers et sur une période où aucun département n'a encore expérimenté de rupture) calculés en agrégeant l'information de l'ensemble des banques déclarant effectivement sur une base départementale et mensuelle en conformité avec la méthode de construction des encours de crédit.

Un premier ensemble de variables, SB_i , regroupe des déterminants des caractéristiques structurelles concernant l'ensemble des types de banques présentes dans le département. Pour rendre compte de la concentration des marchés bancaires locaux ainsi que du degré de couverture des territoires, on utilise un indice de concentration des marchés locaux du crédit, HHI, indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national et un indicateur de densité bancaire, Densité, calculé comme nombre d'agences bancaires appartenant à des groupes nationaux dans le département pour mille habitants. Le débat autour des effets bénéfiques d'une concurrence

accrue sur le marché bancaire s'articule autour deux visions concurrentes³. Selon le paradigme structure-comportement-performance (SCP), une concurrence accrue des marchés bancaires est bénéfique dans la mesure où elle conduit à une réduction des coûts pour les consommateurs (baisse des taux de crédit et augmentation des taux payés sur les dépôts). En revanche, les tenants de l'hypothèse d'efficacité soulignent quant à eux les effets bénéfiques associés à une certaine concentration des marchés grâce à une plus grande efficacité associée à la taille des acteurs bancaires. Deux variables rendent compte de la structure de l'activité bancaire : le taux d'intermédiation, IR, calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques nationales et un indicateur de la structure du portefeuille de crédits des banques, CPS, calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques présentes dans le département.

Un second ensemble de variables, REG_i, rend compte de la présence des banques régionales et locales. Quatre indicateurs sont utilisés : (i) MS_RS, la part de marché des banques régionales, rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; (ii) MS_LB, la part de marché des banques locales, rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; (iii) IR_RS, le taux d'intermédiation des banques régionales, rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département et (iv) IDS_RS, un indicateur de dispersion spatiale des banques régionales. Les deux premiers indicateurs permettent de mesurer l'importance relative de l'activité de crédit des banques régionales et locales dans un département donné et le troisième indicateur rend compte du dynamisme relatif des crédits distribués par rapport aux dépôts collectés. Le quatrième indicateur mesure quant à lui la dispersion spatiale des banques régionales présentes dans un département donné par le nombre moyen de départements dans lesquels ces banques régionales sont implantées.

³ Bien que largement débattue, cette question ne fait l'objet d'aucun consensus. On pourra se référer à Goddard et al. (2007) et Berger et al. (2010) pour une synthèse de la littérature sur le sujet.

Les tableaux 3, 4 et 5 présentent les principales statistiques descriptives réalisées sur deux échantillons « France » et « France hors Ile-de-France »⁴ ainsi que sur un sous-échantillon « Ile-de-France » n'incluant que les départements d'Ile-de-France. Le graphique 5 propose une représentation des disparités interdépartementales des caractéristiques structurelles des marchés bancaires locaux.

[Insérer tableaux 3, 4 et 5]

[Graphique 5]

L'analyse de ces différentes informations met clairement en évidence l'existence d'une hétérogénéité importante des structures des marchés bancaires des départements français. Des disparités importantes peuvent tout d'abord être mises en évidence entre d'une part l'Ile-France et d'autre part le reste des départements de notre échantillon. Le marché bancaire en Ile-France est ainsi moins concentré (HHI plus fort) signe d'une concurrence interbancaire relativement plus forte que sur le reste du territoire. Le taux d'intermédiation (IR) est également plus élevé que dans les autres départements de notre échantillon. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène. Tout d'abord, l'Ile-de-France est caractérisée par un tissu économique très dynamique qui explique que le volume des crédits accordés dépasse fortement celui des dépôts collectés dans cette région. De plus, on peut également supposer qu'un certain nombre de crédits accordés aux très grandes entreprises sont imputés au niveau du siège social de la banque (souvent situés en Ile-de-France pour les banques nationales) pour des raisons de délégation des décisions d'octroi de crédits des régions vers la direction centrale. Enfin, on constate également une présence plus faible des banques régionales (MS_RS) et locales (MS_LB) que sur le reste des départements de notre échantillon.

Par delà ces différences liées à l'Ile-de-France, des disparités importantes demeurent au sein de l'échantillon « France hors Ile-de-France ». On note par exemple une forte hétérogénéité des structures des portefeuilles de crédits (CPS), la part moyenne des crédits aux entreprises par rapport aux crédits aux ménages est ainsi comprise entre 0,3 et 2,4. Il existe également une forte disparité en termes de concentration et de densité des marchés

⁴ L'inclusion ou non de l'Ile-France s'explique pour les très fortes spécificités bancaires de cette région. On exclut également des deux échantillons les huit départements présentant des problèmes de continuité des séries de crédit détectés dans la section 2.

bancaires locaux, avec notamment un nombre moyen d'agences pour cent habitants compris entre 5 et 11. Bien qu'en moyenne plus élevée qu'en Ile-de-France (73,3% contre 41,9%), la part de marché des banques régionales est également très hétérogène au sein de cet échantillon. Enfin, on peut également noter des disparités en termes de dispersion spatiale des banques régionales (IDS_RS). Si les banques régionales présentent dans un département donné exercent en moyenne leur activité sur 12 départements, l'indicateur de dispersion spatiale présente de fortes disparités avec une valeur minimale voisine de 6 et une valeur maximale proche de 20.

4. Explication des ruptures dans les encours de crédit par les disparités structurelles des marchés bancaires locaux

4.1 Présentation de la stratégie d'estimation

On retient ici deux formes fonctionnelles données par les équations (2) et (3) :

$$\text{AvantRupture}_i = a_i + bSB_i + cREG_i + \varepsilon_i \quad (2)$$

$$\text{Rupture}_i = a_i + bSB_i + cREG_i + d\text{CondInitial}_i + \gamma_i \quad (3)$$

où pour chaque département i ,

- AvantRupture_i correspond à la tendance de l'évolution du crédit avant la date de rupture, c'est-à-dire au coefficient β de l'équation (1),
- Rupture_i correspond soit à la date de la rupture, soit à l'intensité de la rupture, c'est-à-dire au coefficient β' de l'équation (1), soit à la tendance de l'évolution du crédit après la date de rupture, c'est-à-dire $\beta + \beta'$,
- SB_i désigne les déterminants structurels associés à l'ensemble des banques présentes dans le département, quelque soit leur type,
- REG_i désignent les déterminants structurels associés à l'ensemble des banques régionales ou locales présentes dans le département.

Afin de tenir compte des disparités des conditions économiques initiales et de leurs effets sur la situation d'après crise, on intègre également dans l'équation (3) une variable explicative supplémentaire, CondInitial_i , construite comme le résidu de l'équation (2). Par construction, cette variable est donc orthogonale aux autres variables explicatives de l'équation (2) et est

destinée à capter les phénomènes économiques de nature structurelle non prise en compte par les autres variables. La dimension bancaire ne peut pas en effet traduire l'intégralité de l'hétérogénéité entre départements. La vitalité de l'économie réelle locale, sa vulnérabilité ou sa résilience, jouent également un rôle dans l'évolution des encours de crédits. On peut cependant considérer que l'évolution antérieure à la crise traduit le dynamisme du marché du crédit, et donc le résultat de la rencontre d'une offre bancaire et d'une demande de la clientèle reflétant les besoins de l'économie réelle (sociétés non financières, entreprises individuelles, particuliers, administrations publiques, etc...). L'équilibre des marchés locaux du crédit avant la rupture reflète donc bien le dynamisme sous jacent de l'économie réelle locale, sans qu'il soit cependant possible, dans ce cadre, de se prononcer sur l'éventuel sens de la causalité entre dimension financière et dimension réelle.

On aura donc au total 4 spécifications à estimer, une pour l'équation (2) et 3 pour l'équation (3) notées respectivement (3.1), (3.2) et (3.3) sur deux échantillons « France » (88 départements) et « France hors Ile-de-France » (80 départements).

L'observation des corrélations entre les différentes variables explicatives sur nos deux échantillons (Tableaux 6 et 7) nous conduit à retenir les 3 ensembles de variables explicatives suivants⁵ :

(a) concentration du marché du crédit, HHI ; taux d'intermédiation, IR ; structure du portefeuille de crédits CPS ;

(b) concentration du marché du crédit, HHI ; structure du portefeuille de crédits, CPS ; taux d'intermédiation des banques régionales, IR_RS ; indicateur de dispersion spatiale des banques régionales, IDS_RS ; part de marché des banques locales, MS_LB ;

(c) structure du portefeuille de crédits, CPS ; taux d'intermédiation des banques régionales, IR_RS ; part de marché des banques régionales, MS_RS ; indicateur de dispersion spatiale des banques régionales, IDS_RS ; part de marché des banques locales, MS_LB.

[Insérer tableaux 6 et 7]

⁵ Ce constat nous a ainsi conduits à exclure la variable Densité de nos estimations.

4.2 Impact de la structure bancaire locale et spécificité des banques régionales révélée par la crise financière

Les tableaux 8 et 9 présentent les résultats des estimations par la méthode des moindres carrés ordinaires respectivement sur l'échantillon « France » et sur l'échantillon « France hors Ile-de-France ».

[Insérer tableaux 8 et 9]

Ces résultats appréciés globalement justifient la prise en compte de la structure des marchés bancaires locaux dans l'explication de l'impact de la crise financière à l'échelle des départements français. Même si les impacts propres aux caractéristiques locales varient selon le choix des variables expliquées, des modèles explicatifs et des échantillons retenus, il demeure des résultats forts notamment en termes de concentration de l'activité bancaire et de prise en compte du rôle spécifique des banques régionales au cours de cette période de crise. Parmi les 4 spécifications liées à la pente avant la rupture (2), la date de la rupture (3.1), l'intensité de la rupture (3.2) et la pente après la rupture (2.3), ce sont cependant la date et l'intensité qui font apparaître le plus de déterminants significatifs parmi les variables explicatives.

Considérons en premier lieu le rôle des déterminants structurels concernant l'ensemble des types de banques présentes dans un département, c'est-à-dire la concentration HHI, le taux d'intermédiation IR et la structure du portefeuille de crédits CPS.

Avant la crise le dynamisme de la distribution de crédit est négativement relié au degré de concentration HHI du marché bancaire local. Cet effet est conforme aux enseignements du paradigme SCP selon lequel un marché du crédit plus concurrentiel est bénéfique pour le dynamisme de l'économie. Le rôle de la concentration se confirme lorsque l'on examine la date de rupture et l'intensité mesurant l'inflexion des encours de crédit après la survenance de la crise, mais de manière inversée. Les départements caractérisés par une plus forte concentration de leur marché bancaire apparaissent plus résilients à la fois, parce que la

rupture est plus tardive et parce que l'intensité (en valeur absolue)⁶ du choc est plus faible. Ce résultat valide l'hypothèse selon laquelle la présence d'acteurs dominants, faisant face à une pression concurrentielle moins forte, a permis d'amortir l'impact de la crise financière dans les territoires sur lesquels ils sont implantés. Cependant, si l'effet sur la date persiste lorsque l'on exclut de l'échantillon les départements d'Ile-de-France, l'effet sur l'intensité disparaît, indiquant vraisemblablement le poids majeur de l'association de la très forte concurrence bancaire (HHI très faible) et de la très forte chute des encours de crédit (intensité de rupture très élevée) en Ile-de-France dans l'explication du lien négatif identifié dans l'échantillon de la France entière. Cette divergence due à l'inclusion ou non de l'Ile-de-France apparaît également de manière cohérente dans le résultat obtenu sur la pente après la rupture, résultat synthétique lié à la combinaison de celui sur la pente avant et sur l'intensité de la rupture : la concentration n'a plus d'influence sur l'évolution des encours de crédit dans l'échantillon France entière (les significativités négative d'avant crise et positive d'après crise se neutralisent) alors qu'elle joue toujours un rôle défavorable dans l'échantillon hors Ile-de-France (la significativité négative d'avant crise n'est pas modifiée par la crise).

En ce qui concerne le taux d'intermédiation IR et la structure du portefeuille de crédits CPS, c'est essentiellement sur l'intensité de la rupture que se révèlent leurs influences. Avant la crise, aucun lien n'apparaît. Mais l'intensité de la crise est renforcée dans les départements où le taux d'intermédiation est fort, résultat stable sur les deux échantillons. On peut considérer que la capacité d'un département à obtenir des crédits dans une proportion élevée de ses dépôts traduit une vitalité relative qui a été particulièrement mise à mal par la survenance de la crise. Les crédits ont d'autant plus fléchi qu'ils étaient proportionnellement abondants par rapport aux dépôts du département. Et ce département a pu se trouver dépourvu quand la crise fut venue...et que les banques y ont réduit les crédits. Cet impact négatif sur l'intensité associé à la neutralité d'avant crise se traduit logiquement par un impact négatif de IR sur la pente d'après crise. Quant à la structure par agent du portefeuille de crédit, elle fournit des informations totalement inversées selon que l'on prenne en compte ou non l'Ile-de-France. Dans l'échantillon France entière, on peut établir un rôle identique pour CPS à celui précédemment développé pour IR si on identifie également CPS comme une variable structurelle reflétant le dynamisme d'une économie départementale en lien avec le poids relatif du financement de ses entreprises. En fait, l'interprétation est plus immédiate. Le choc

⁶ Le signe positif du coefficient attaché à HHI signifie que lorsque HHI augmente, l'écart β à la pente d'avant la crise augmente, c'est-à-dire que sa valeur négative augmente, donc que l'intensité (en valeur absolue) du choc diminue.

de la crise a été plus rude pour les entreprises que pour les ménages (les données nationales par agent des centralisations financières territoriales le démontrent), l'intensité de la rupture est donc plus forte lorsque CPS est plus élevé. Mais ce résultat s'inverse en renforçant même sa significativité lorsqu'on exclut l'Ile-de-France !⁷ Comment l'interpréter ? La Province résiste mieux quand la part du crédit aux entreprises par rapport à celle des ménages était plus élevée avant la crise, peut-être en lien avec le soutien plus marqué des banques régionales aux entrepreneurs individuels mais cette explication doit évidemment être étayée par des investigations beaucoup plus poussées.

Les conditions économiques initiales du département telles qu'elles sont établies par les résidus de l'équation (2) de la pente avant-crise prises⁸ comme variable explicative des équations de la date (3.1), de l'intensité (3.2) et de la pente après-crise (3.3) montrent avec une grande stabilité que toutes choses égales par ailleurs un département subira la crise avec d'autant plus de précocité et d'ampleur que sa trajectoire d'avant-crise était dynamique. Et l'on constate ainsi dans les estimations de la tendance d'après-crise que la crise atténue considérablement les écarts de tendance d'avant-crise entre les départements et homogénéise les évolutions locales des marchés du crédit.

Considérons maintenant le rôle des déterminants structurels concernant les banques régionales, c'est-à-dire leur taux d'intermédiation spécifique IR_{RS} , leur part de marché MS_{RS} et leur indice de dispersion spatiale IDS_{RS} .

En ce qui concerne le taux d'intermédiation des banques régionales, sa très forte corrélation avec le taux d'intermédiation de l'ensemble des banques, a amené évidemment à étudier IR_{RS} en tant que substitut et pas complément de IR . Les résultats obtenus pour IR_{RS} sont équivalents à ceux obtenus avec IR dans l'explication de l'intensité de la rupture, avec des forts niveaux de significativité comparables dans les deux échantillons France et France Hors Ile-de-France. En revanche, on mesure un effet favorable du taux d'intermédiation des banques régionales avant la crise sur les deux échantillons. Plus la proportion des crédits

⁷ Le résultat positif de CPS sur la date de rupture s'explique principalement par la position extrême de Paris dans ces deux variables (CPS très fort, date de rupture très tardive).

⁸ On rappelle que ces conditions initiales reflètent les conditions autres que celles liées à la structure bancaire locale, puisque les résidus de l'équation (2) sont, par construction, orthogonalisés par rapport aux différentes combinaisons de variables bancaires utilisées dans les 3 versions (1), (2) et (3) de la pente avant-crise.

distribués par les banques régionales par rapport aux dépôts qu'elles collectent est élevée, plus le dynamisme de l'offre de crédit est important⁹.

Résultat moins valorisant pour les banques régionales, leur présence mesurée par leur part de marché départementale MS_RS déprime le dynamisme de l'évolution des encours de crédit avant crise. On peut donc dire que les banques régionales sont proportionnellement plus actives (par rapport aux nationales) dans les départements qui le sont le moins !¹⁰ Et ce résultat tient sur les deux échantillons. En revanche, si l'on regarde la date de la rupture et son intensité, les résultats nécessitent de distinguer une fois encore la prise en compte ou non de l'Ile-de-France. Sur la France entière, MS_RS atténue l'intensité de la rupture mais ne la retarde pas. Hors Ile-de-France, MS_RS retarde la rupture mais ne l'atténue pas. Cette divergence de résultats garde cependant en commun l'idée d'une certaine résilience des banques régionales, mais qui souligne une nouvelle fois le rôle discriminant de Paris et de sa couronne par rapport à la Province. En moyenne, plus la part de marché des banques régionales est forte, plus la rupture dans les encours de crédits a été atténuée. Mais ce résultat est fortement lié au fait que les banques régionales sont très peu présentes dans quelques départements majeurs de l'Ile-de-France comme Paris (75) ou les Hauts-de-Seine (92) où la crise a été très marquée. Les parts de marché de l'ensemble des banques régionales dans les départements de Province sont peut-être contenues dans un écart trop faible pour discriminer un impact spécifique de MS_RS dans l'échantillon hors Ile-de-France. L'impact sur la date n'y est d'ailleurs significatif qu'au seuil de 10%. Finalement, les résultats sur la pente après crise sont conformes à cette ambivalence entre les deux échantillons : la résilience des banques régionales atténue l'impact négatif initial de MS_RS lorsqu'on considère la France entière, mais l'impact négatif initial se maintient si on exclut l'Ile-de-France.

Au regard des difficultés d'interprétation liées au choix de l'échantillon que l'on retient pour interpréter le rôle de la part des marchés des banques régionales, le coefficient de l'indicateur de disparité spatiale IDS_RS affiche quant à lui une stabilité remarquable dans son signe et sa significativité. Cela est vrai dans les équations de date, d'intensité et de pente après, et dans les deux échantillons. La variable IDS_RS apparaît comme le facteur explicatif le plus robuste pour identifier un impact spécifique des banques régionales. Cet indicateur IDS_RS peut

⁹ Mais la synthèse de l'effet positif d'avant crise et négatif de la crise neutralise l'impact de l'IR_RS sur la pente des encours de crédit après crise.

¹⁰ Evidemment, ce constat ne permet pas d'établir un sens de causalité à cette relation statistique. En renversant le propos sur les banques nationales : est-ce qu'un marché local du crédit est plus actif parce que les banques nationales y ont un poids plus fort ? Ou bien, est-ce que les banques nationales s'implantent davantage sur les marchés plus dynamiques ?

s'interprète comme l'inverse d'un indicateur de localisme moyen des banques régionales présentes dans un département donné. Lorsque IDS_RS augmente, les banques régionales interviennent sur un périmètre géographique de plus en plus large et peuvent donc être considérées comme en moyenne moins intrinsèquement liées au département considéré. Les résultats montrent que la dispersion spatiale retarde la rupture mais l'accroît ; et donc inversement, le localisme atténue l'intensité de la crise mais la transmet plus rapidement dans le département. Le constat sur l'intensité de la rupture (mais aussi sur la pente après) va dans le sens des études qui confèrent aux banques régionales/locales un rôle spécial dans le développement économique local, en raison d'une implication plus forte sur leur territoire, d'une meilleure connaissance des marchés mais également d'une plus grande proximité décisionnelle dans l'octroi des crédits. L'impact de la crise sur la distribution des crédits serait donc atténué par la proximité des offreurs et des demandeurs de crédit. Ce constat d'une plus forte résilience des banques plus « attachées » à leur territoire paraît cependant contrebalancé par l'impact de IDS_RS sur la date de rupture. Lorsque la dispersion est plus forte, et donc le localisme plus faible, la crise frappe statistiquement plus tard. Ce résultat peut toutefois peut-être s'expliquer par un effet favorable de la taille et de la diversification permis par une implantation sur des zones géographiques plus étendues, et par la capacité à redéployer des liquidités entre différentes zones d'activité. Cette possibilité d'une résistance temporelle à la pression baissière de la crise nécessiterait cependant d'être corroborée par l'utilisation de données bancaires individuelles et, pour mieux en juger, de pouvoir appréhender le fonctionnement des marchés internes de la liquidité des banques régionales au sein de leurs réseaux respectifs.

Enfin, on a également recherché l'impact du localisme par l'introduction dans l'ensemble des équations de MS_LB, la part de marché des banques locales au sens de notre classification. Mais cette variable n'est jamais significative. La présence des banques purement locales est certainement bien trop limitée pour avoir un impact sur l'évolution des crédits à l'échelle départementale. Elles ne peuvent dans leur département avoir un impact direct par leur poids trop faible et ne semblent donc pas non plus avoir un impact indirect sur le comportement de leurs concurrentes nationales et régionales.

Différents tests de robustesse ont été conduits portant à la fois sur la construction des variables explicatives et expliquées ainsi que sur la spécification des formes fonctionnelles estimées. De manière générale, les principaux résultats obtenus restent globalement inchangés. Des estimations ont ainsi été réalisées sur les deux échantillons en excluant les

valeurs extrêmes de la variable de dispersion spatiale (5^{ème} centile, p5 et 95^{ème} centile, p95), IDS_RS (tableaux 10 et 12), en excluant de l'estimation de l'équation (2) les conditions initiales (tableaux 11 et 13) sans que cela n'affecte les principaux résultats. De même, ces différentes spécifications ont été également estimées en calculant la valeur des différentes variables explicatives sur une période plus longue et couvrant la période (octobre 2005 - décembre 2007), sans changement significatifs des résultats obtenus¹¹.

5. Conclusion

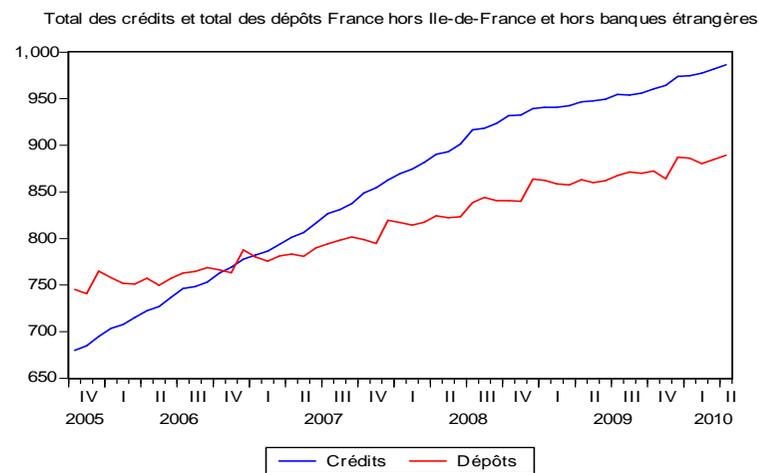
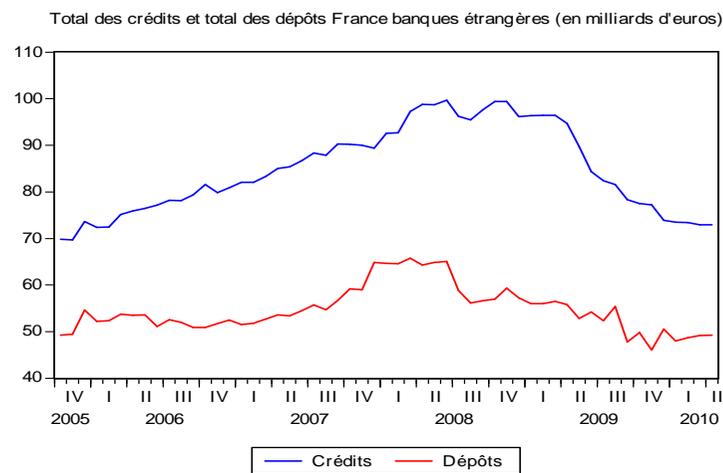
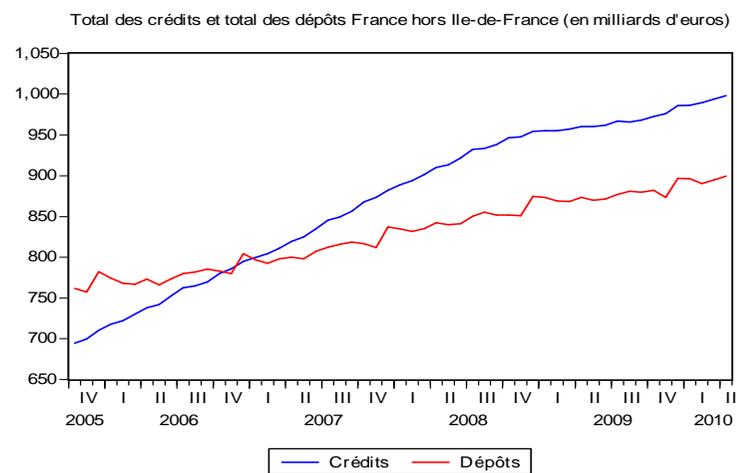
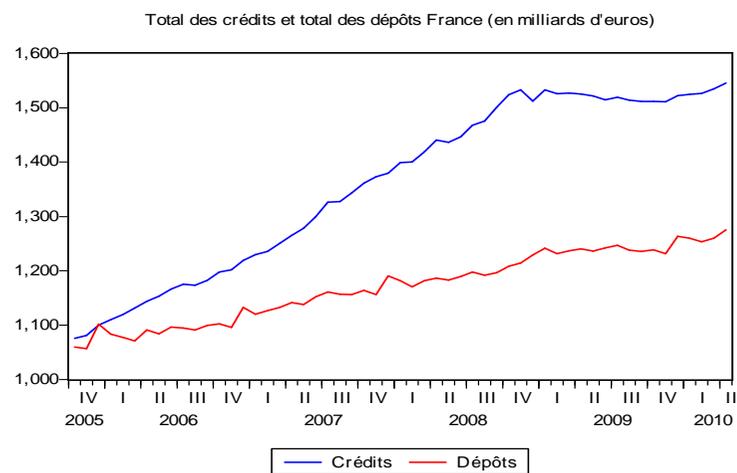
Cette étude constitue la première analyse de l'impact des caractéristiques structurelles bancaires sur l'évolution des encours de crédit appréciés au niveau départemental dans le cas français. Elle repose sur l'exploitation de données originales issues des centralisations financières territoriales collectées mensuellement par la Banque de France et utilise la crise financière internationale de 2007-2008 comme une expérience naturelle d'un choc global frappant l'ensemble des banques exerçant sur le territoire français. On peut alors ainsi mesurer les réactions des systèmes bancaires locaux à cette crise financière en déterminant précisément pour chaque département la date et l'intensité de la rupture constatée dans l'évolution des encours de crédits. L'hétérogénéité des réponses départementales permet de mettre clairement en évidence l'intérêt d'une étude à un échelon infranational et justifie la recherche de facteurs explicatifs dans les caractéristiques spécifiques des systèmes bancaires locaux. Outre le rôle de la concentration et de l'intermédiation bancaire apprécié sur l'ensemble des banques exerçant dans un département donné, cette recherche met l'accent sur l'identification possible d'un rôle spécifique des banques régionales par rapport aux banques nationales. En mobilisant les arguments présents dans la littérature sur l'impact de la proximité et du localisme dans la relation bancaire, il s'agit de déterminer si la présence des banques permet une plus grande résilience en cas de choc négatif. Les résultats des estimations économétriques montrent qu'une part de marché des banques régionales plus forte dans un département peut effectivement favoriser cette résistance mais les résultats sont très dépendants de l'inclusion ou non de l'Ile-de-France dans l'échantillon retenu. C'est en fait la construction originale d'une variable de dispersion spatiale moyenne des banques régionales présentes dans un département donné qui apporte les enseignements les plus stables. Plus le périmètre géographique moyen des banques régionales est faible, plus l'intensité de la rupture

¹¹ Les tableaux de résultats ne sont pas présentés dans l'article mais disponible à la demande auprès des auteurs.

dans la distribution des crédits est faible. Mais, à l'inverse, ce localisme accroît la rapidité de survenance de la crise dans le département.

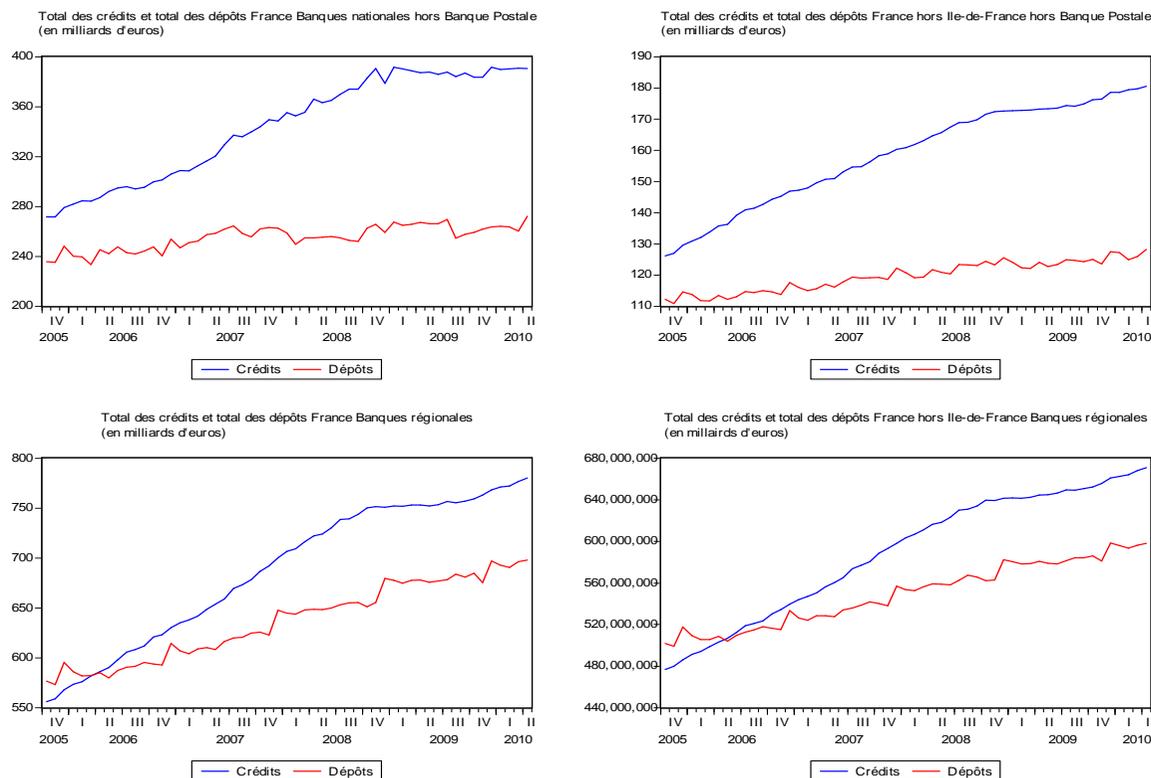
Il y a donc dans cette recherche plusieurs éléments nouveaux qui méritent d'être davantage explorés. Les centralisations financières territoriales doivent permettre une analyse plus fine en exploitant la dimension individuelle par banque des données qui ne sont ici, pour des raisons de confidentialité, utilisées qu'à un niveau agrégé. Les dimensions agents et produits sont également une source d'informations qui doit pouvoir différencier les comportements des banques selon la nature de leur clientèle et des produits qu'elles commercialisent. La distance physique ou hiérarchique entre la prise de décision (le siège de la banque) et le département où la banque opère peut être également un indicateur supplémentaire de localisme. Enfin, l'intégration explicite de données réelles en terme de production, d'indicateurs sectoriels, de démographies des entreprises,... devrait permettre non seulement de renforcer la pertinence de l'analyse en jouant sur plusieurs variables de contrôle de l'activité réelle, mais peut-être aussi de dépasser l'explication statistique pour parvenir éventuellement à établir un lien causal entre les caractéristiques des systèmes bancaires locaux et le dynamisme économique des départements. La mise en œuvre de techniques de l'économétrie spatiale sera alors nécessaire pour tenir compte des effets de débordements entre territoires.

Graphique 1 : Evolution des encours de crédit sur la période 2005-2010



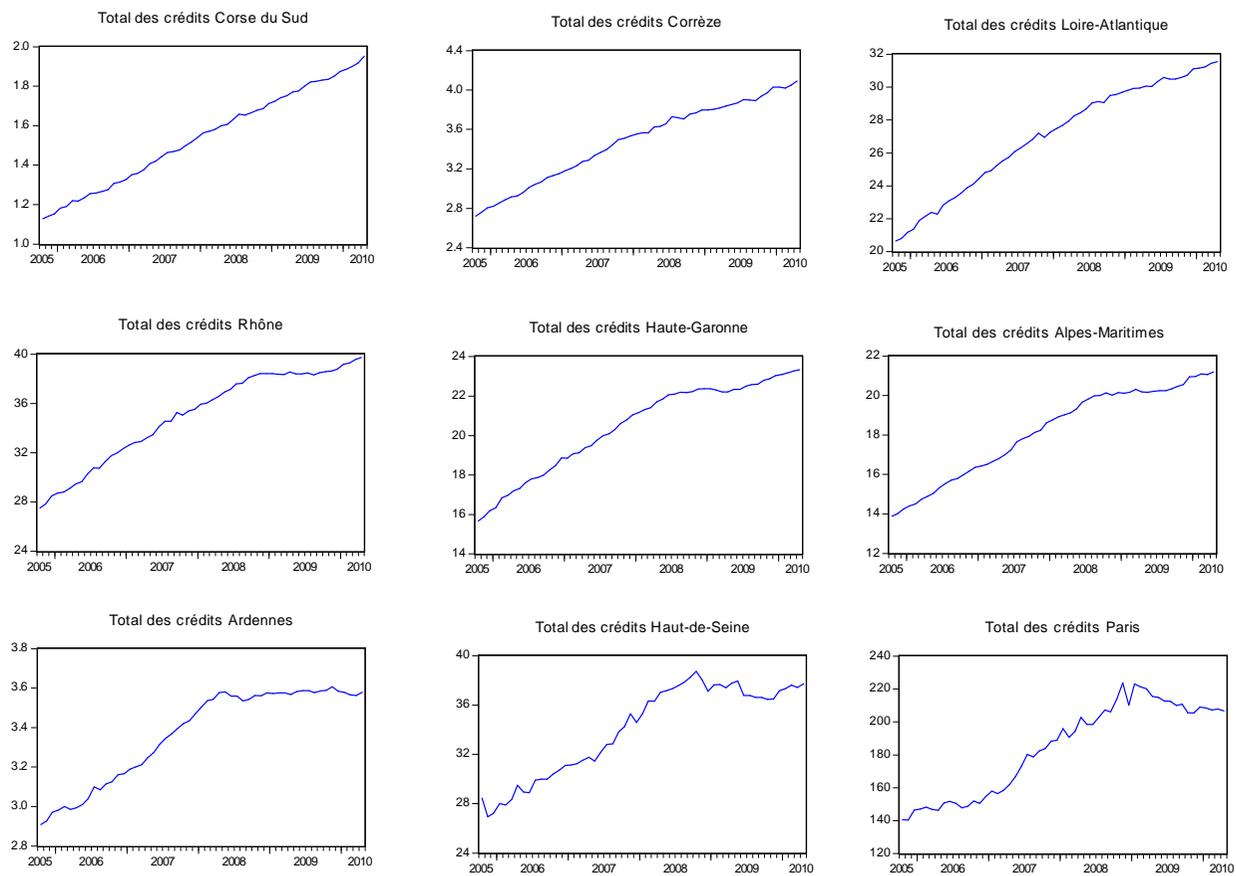
Source : Centralisations Financières Territoriales (Banque de France)

Graphique 2¹² : Evolution des encours de crédit et de dépôt par les banques nationales (hors Banque Postale) et par les banques régionales sur la période 2005 - 2010



¹² Il s'agit ici de données de crédits distribués et de dépôts collectés par des banques déclarant sur une base départementale et mensuelle.

Graphique 3 : Disparités de l'évolution des encours de crédit au niveau départemental



Source: Banque de France (Centralisations Financières Territoriales), milliards d'euros

Tableau 1 : Statistiques descriptives des variables expliquées sur l'échantillon « France »

	Moyenne	Ecart-type	Min	Max	p10 ¹³	p25	p50	p75	p90	p95	p99
Date	35.30	2.446	30	40	32	33	35	37	38	39	40
Pente avant	8.347	1.873	3.932	13.34	6.090	7.019	8.366	9.437	10.29	11.68	13.34
Intensité ¹⁴	-6.330	2.595	-18.79	-0.913	-8.977	-7.214	-6.084	-4.733	-3.618	-3.190	-0.913
Pente après	2.016	2.012	-7.114	8.306	-0.289	0.953	2.174	3.046	4.140	4.524	8.306
Observations	88										

Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux ; Pente avant : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, coefficient β de l'équation (1) ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après crise, coefficient β' de l'équation (1) ; Pente après : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, $\beta + \beta'$.

Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables expliquées sur l'échantillon « France hors Ile-de-France »

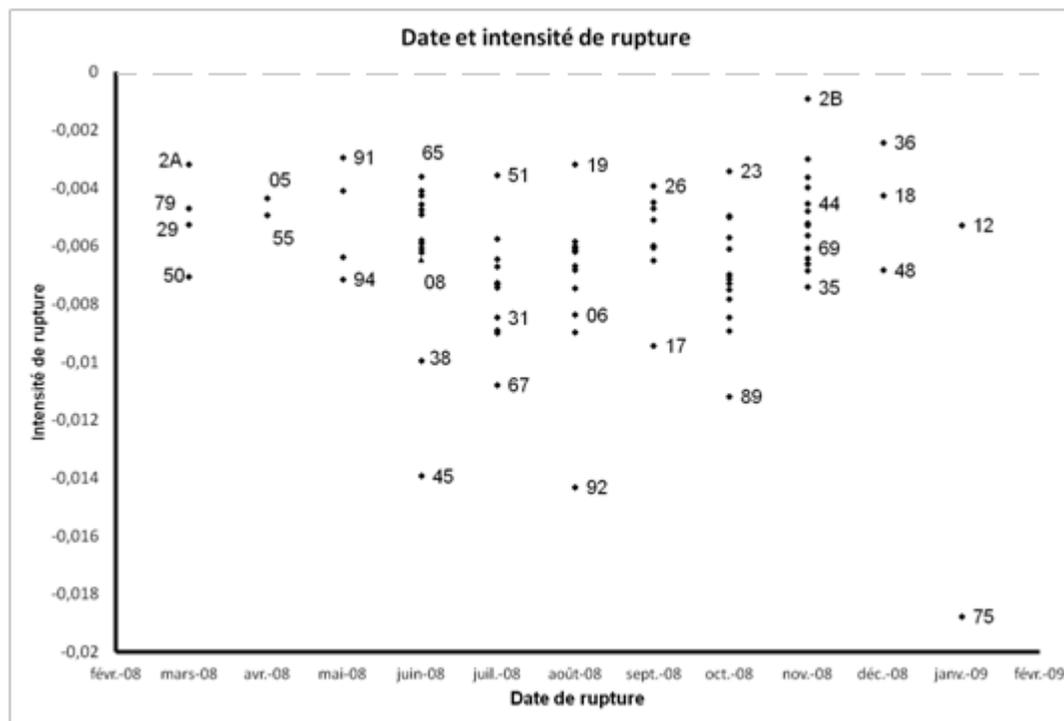
	Moyenne	Ecart-type	Min	Max	p10	p25	p50	p75	p90	p95	p99
Date	35.31	2.427	30	40	32.50	33	35	37	38	38.50	40
Pente avant	8.240	1.861	3.932	13.34	6.086	6.945	8.298	9.358	10.15	11.54	13.34
Intensité	-6.042	2.056	-13.94	-0.913	-8.471	-7.035	-6.065	-4.705	-3.623	-3.195	-0.913
Pente après	2.198	1.721	-1.885	8.306	0.201	1.155	2.250	3.126	4.105	4.611	8.306
Observations	80										

Variables définies dans le tableau 1.

¹³ Pi désigne le ième centile de la variable considérée.

¹⁴ Les valeurs de la variable Intensité ont été multipliées par 1000 pour une interprétation plus facile par la suite de la valeur des coefficients estimés cette variable.

Graphique 4 : Date et intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux consécutive à la crise financière



Date: date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après crise, coefficient β' de l'équation (1)

Tableau 3 : Statistiques descriptives sur l'échantillon «France» sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	Moyenne	Ecart-type	Min	Max	p10	p25	p50	p75	p90	p95	p99
Credit	12031.6	19492.1	1155.4	176599.3	2290.7	4287.6	7431.4	14287.5	21793.1	30666.6	176599.3
HHI	0.217	0.0680	0.115	0.432	0.129	0.165	0.210	0.252	0.318	0.325	0.432
Densité	0.687	0.136	0.325	1.179	0.529	0.608	0.678	0.736	0.849	0.912	1.179
IR	0.974	0.225	0.535	1.607	0.707	0.822	0.958	1.128	1.296	1.341	1.607
CPS	0.843	0.294	0.280	2.452	0.563	0.707	0.810	0.943	1.028	1.190	2.452
IDS_RS	12.51	3.077	6.111	19.86	8.774	9.975	12.54	14.75	16.23	17.63	19.86
IR_RS	1.014	0.188	0.560	1.568	0.815	0.858	0.998	1.127	1.244	1.343	1.568
MS_RS	0.705	0.129	0.230	0.892	0.532	0.639	0.740	0.793	0.846	0.872	0.892
MS_LB	0.00748	0.0136	0	0.0713	0	0	0	0.0116	0.0239	0.0324	0.0713
Observations	88										

HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; Densité bancaire : nombre d'agences bancaires appartenant à des groupes nationaux dans le département rapporté pour mille habitant ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; MS_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques du département sont implantées.

Tableau 4 : Statistiques descriptives sur l'échantillon « France hors Ile-de-France » sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	Moyenne	Ecart-type	Min	Max	p10	p25	p50	p75	p90	p95	p99
Credit	9446.4	7847.8	1155.4	38807.1	2149.8	4019.0	6611.3	12929.5	19640.7	25170.2	38807.1
HHI	0.224	0.0664	0.118	0.432	0.145	0.174	0.217	0.255	0.319	0.343	0.432
Densité	0.705	0.121	0.501	1.179	0.592	0.633	0.693	0.738	0.852	0.946	1.179
IR	0.960	0.213	0.535	1.607	0.706	0.822	0.941	1.118	1.217	1.317	1.607
CPS	0.861	0.208	0.527	1.902	0.662	0.727	0.832	0.949	1.028	1.171	1.902
IDS_RS	12.25	3.100	6.111	19.86	8.741	9.839	12.21	14.40	16.23	17.87	19.86
IR_RS	1.011	0.188	0.560	1.568	0.814	0.855	1.008	1.136	1.241	1.319	1.568
MS_RS	0.733	0.0911	0.532	0.892	0.593	0.669	0.750	0.794	0.850	0.873	0.892
MS_LB	0.00815	0.0141	0	0.0713	0	0	0	0.0125	0.0258	0.0328	0.0713
Observations	80										

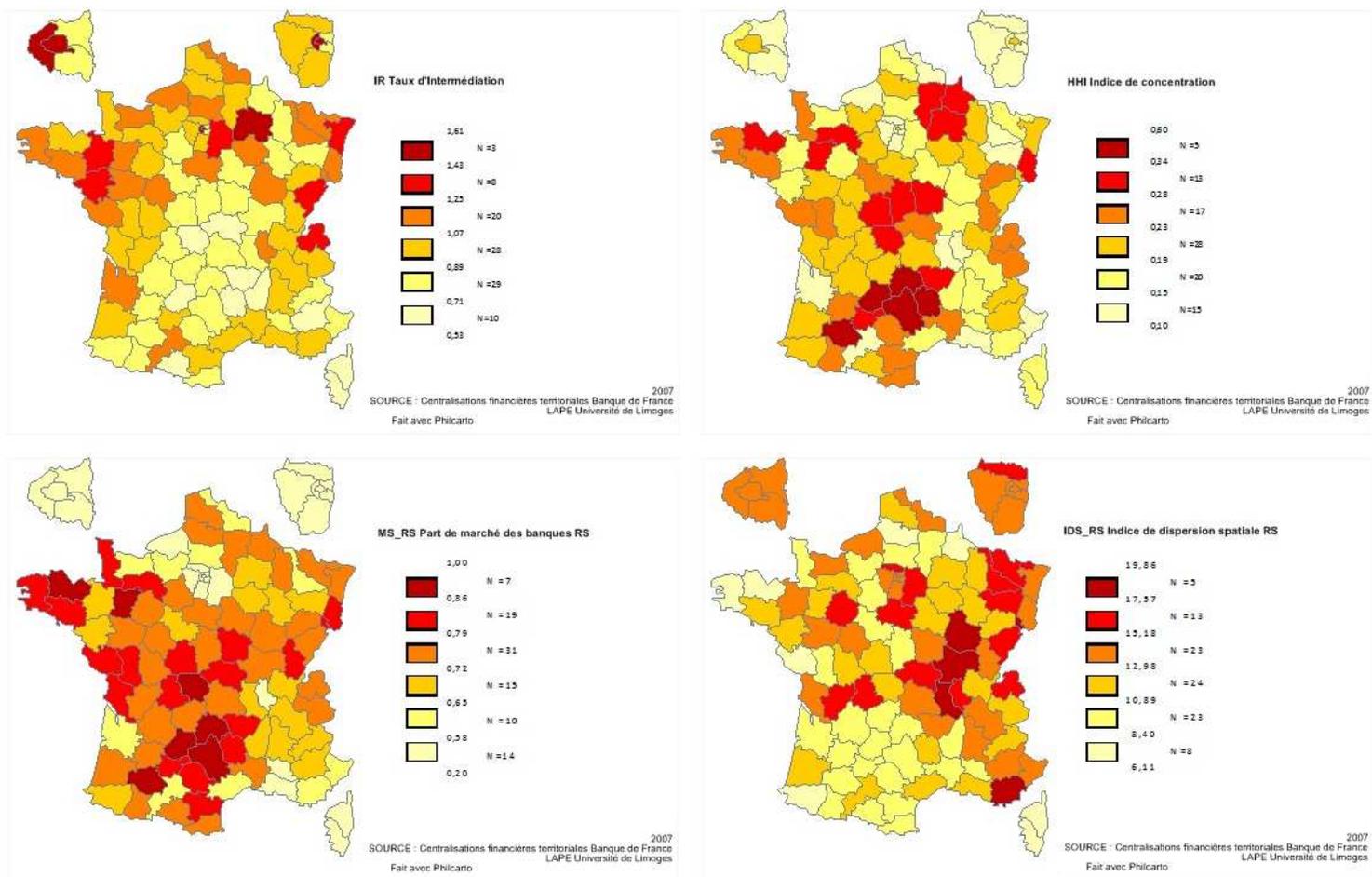
Variables définies dans le tableau 3.

Tableau 5 : Statistiques descriptives sur un l'échantillon « Ile-de-France » sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	Moyenne	Ecart-type	Min	Max	p10	p25	p50	p75	p90	p95	p99
Credit	37884.5	56452.0	12384.9	176599.3	12384.9	13188.1	16584.5	27273.3	176599.3	176599.3	176599.3
HHI	0.144	0.0312	0.115	0.205	0.115	0.124	0.129	0.164	0.205	0.205	0.205
Densité	0.502	0.150	0.325	0.821	0.325	0.411	0.475	0.550	0.821	0.821	0.821
IR	1.114	0.300	0.787	1.600	0.787	0.895	0.990	1.376	1.600	1.600	1.600
CPS	0.668	0.737	0.280	2.452	0.280	0.307	0.386	0.611	2.452	2.452	2.452
IDS_RS	15.12	0.791	14.17	16.46	14.17	14.56	15	15.62	16.46	16.46	16.46
IR_RS	1.046	0.198	0.841	1.490	0.841	0.943	0.984	1.093	1.490	1.490	1.490
MS_RS	0.419	0.0963	0.230	0.516	0.230	0.369	0.455	0.480	0.516	0.516	0.516
MS_LB	0.000815	0.00146	0	0.00419	0	0	0.0000624	0.00110	0.00419	0.00419	0.00419
Observations	8										

Variables définies dans le tableau 3.

Graphique 5 : Disparités départementales du taux d'intermédiation, IR ; de la concentration des marchés du crédit, HHI ; de la part de marché des banques régionales, MS_RS ; de l'indice de dispersion spatiale des banques régionales, IDS_RS.



HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lequel les banques du département sont implantées.

Tableau 6 : Corrélations calculées sur l'échantillon « France » sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	HHI	Densité	IR	CPS	IDS_RS	IR_RS	MS_RS	MS_LB
HHI	1							
Densité	0.541***	1						
IR	-0.215*	-0.465***	1					
CPS	0.427***	0.389***	0.209	1				
IDS_RS	-0.448***	-0.263*	0.344**	-0.195	1			
IR_RS	-0.0751	-0.385***	0.906***	0.262*	0.284**	1		
MS_RS	0.706***	0.509***	-0.272*	0.100	-0.262*	-0.0841	1	
MS_LB	-0.153	0.0211	-0.0817	0.0186	-0.184	-0.103	-0.0904	1

HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; MS_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lequel les banques du département sont implantées. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$

Tableau 7: Corrélations calculées sur l'échantillon « France hors Ile-de-France » sur la période d'avant crise (janvier 2007-décembre 2007)

	HHI	Densité	IR	CPS	IDS_RS	IR_RS	MS_RS	MS_LB
HHI	1							
Densité	0.456***	1						
IR	-0.230*	-0.628***	1					
CPS	0.453***	0.196	0.0745	1				
IDS_RS	-0.400***	-0.175	0.331**	-0.206	1			
IR_RS	-0.102	-0.544***	0.939***	0.128	0.292**	1		
MS_RS	0.771***	0.444***	-0.122	0.219	-0.114	-0.00275	1	
MS_LB	-0.222*	-0.0525	-0.0511	-0.0151	-0.150	-0.0974	-0.300**	1

Variables définies dans le tableau 6.

Tableau 8 : Rupture du crédit et structure bancaire locale – Echantillon « France »

	AvantRupture			Rupture								
	Pente avant (2)			Date (3.1)			Intensité (3.2)			Pente après (3.3)		
	(a)	(b)	(c)									
HHI	-11.52 ^{***}	-14.57 ^{***}		8.549 [*]	13.22 ^{***}		9.269 ^{**}	9.008 ^{**}		-2.253	-5.559	
	[-3.57]	[-4.31]		[1.99]	[2.99]		[2.61]	[2.49]		[-0.63]	[-1.53]	
IR	1.411			0.685			-4.396 ^{***}			-2.985 ^{***}		
	[1.58]			[0.58]			[-4.47]			[-3.03]		
CPS	0.751	0.751	-0.371	0.825	1.115	2.211 ^{**}	-1.526 [*]	-1.944 ^{**}	-1.330 [*]	-0.774	-1.193	-1.701 ^{**}
	[1.02]	[1.03]	[-0.54]	[0.84]	[1.17]	[2.50]	[-1.88]	[-2.49]	[-1.86]	[-0.95]	[-1.53]	[-2.38]
IR_RS		1.843 [*]	2.141 [*]		-0.645	-0.991		-3.475 ^{***}	-3.583 ^{***}		-1.632	-1.442
		[1.72]	[1.95]		[-0.46]	[-0.70]		[-3.02]	[-3.14]		[-1.42]	[-1.26]
MS_RS			-5.587 ^{***}			2.193			6.390 ^{***}			0.803
			[-3.69]			[1.12]			[4.06]			[0.51]
IDS_RS		-0.110	-0.0453		0.268 ^{***}	0.177 ^{**}		-0.161 ^{**}	-0.169 ^{**}		-0.271 ^{***}	-0.214 ^{***}
		[-1.55]	[-0.66]		[2.88]	[2.00]		[-2.11]	[-2.36]		[-3.55]	[-2.99]
MS_LB		-0.715	9.331		13.40	0.452		0.518	-1.791		-0.197	7.539
		[-0.05]	[0.66]		[0.72]	[0.02]		[0.03]	[-0.12]		[-0.01]	[0.52]
CondInitial _i				-0.491 ^{***}	-0.422 ^{***}	-0.531 ^{***}	-0.779 ^{***}	-0.868 ^{***}	-0.768 ^{***}	0.221 [*]	0.132	0.232 ^{**}
				[-3.35]	[-2.92]	[-3.72]	[-6.43]	[-7.33]	[-6.68]	[1.82]	[1.12]	[2.02]
Constant	8.796 ^{***}	10.39 ^{***}	10.92 ^{***}	32.08 ^{***}	28.68 ^{***}	30.67 ^{***}	-2.823 [*]	-1.111	-3.955 ^{**}	5.973 ^{***}	9.279 ^{***}	6.966 ^{***}
	[7.63]	[6.64]	[6.07]	[20.85]	[14.00]	[13.20]	[-2.22]	[-0.66]	[-2.11]	[4.69]	[5.53]	[3.72]
N	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88
r2_a	0.182	0.189	0.147	0.147	0.185	0.166	0.482	0.515	0.519	0.137	0.192	0.199

Pente avant : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, coefficient β de l'équation (1); Date : date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après crise, coefficient β' de l'équation (1) ; Pente après : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, $\beta + \beta'$. HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques du département sont implantées ; MS_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département. CondInitial_i : résidu de l'équation (2). t de Student entre crochets ; * p < 0.1, ** p < 0.05, *** p < 0.01

Tableau 9 : Rupture du crédit et structure bancaire locale – Echantillon « France hors Ile-de-France »

	AvantRupture			Rupture								
	Pente avant (2)			Date (3.1)			Intensité (3.2)			Pente après (2.3)		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
HHI	-10.17 ^{***}	-12.77 ^{***}		10.73 ^{**}	15.19 ^{***}		1.325	0.405		-8.844 ^{***}	-12.37 ^{***}	
	[-2.87]	[-3.51]		[2.34]	[3.24]		[0.42]	[0.13]		[-2.79]	[-4.00]	
IR	1.189			0.176			-3.603 ^{***}			-2.414 ^{***}		
	[1.24]			[0.14]			[-4.20]			[-2.82]		
CPS	-0.173	-0.310	-1.381	-0.714	-0.428	1.014	2.395 ^{**}	2.255 ^{**}	2.487 ^{***}	2.222 ^{**}	1.945 ^{**}	1.106
	[-0.16]	[-0.29]	[-1.37]	[-0.51]	[-0.31]	[0.79]	[2.50]	[2.51]	[3.08]	[2.32]	[2.17]	[1.37]
IR_RS		1.991 [*]	2.278 ^{**}		-1.098	-1.459		-3.516 ^{***}	-3.549 ^{***}		-1.525	-1.271
		[1.83]	[2.03]		[-0.78]	[-1.03]		[-3.80]	[-3.95]		[-1.65]	[-1.42]
MS_RS			-6.110 ^{**}			5.275 [*]			-2.147			-8.257 ^{***}
			[-2.61]			[1.77]			[-1.14]			[-4.40]
IDS_RS		-0.121 [*]	-0.0488		0.255 ^{***}	0.163 [*]		-0.130 ^{**}	-0.140 ^{**}		-0.251 ^{***}	-0.189 ^{***}
		[-1.67]	[-0.70]		[2.74]	[1.84]		[-2.12]	[-2.51]		[-4.09]	[-3.38]
MS_LB		1.866	5.978		16.28	7.351		-14.32	-19.20		-12.45	-13.22
		[0.13]	[0.40]		[0.87]	[0.39]		[-1.16]	[-1.60]		[-1.01]	[-1.10]
CondInitial;				-0.546 ^{***}	-0.486 ^{***}	-0.560 ^{***}	-0.643 ^{***}	-0.702 ^{***}	-0.695 ^{***}	0.357 ^{***}	0.298 ^{***}	0.305 ^{***}
				[-3.65]	[-3.24]	[-3.79]	[-6.24]	[-7.11]	[-7.45]	[3.47]	[3.02]	[3.28]
Constant	9.469 ^{***}	10.82 ^{***}	12.15 ^{***}	33.32 ^{***}	30.13 ^{***}	29.99 ^{***}	-4.882 ^{***}	-2.807 [*]	-1.142	4.587 ^{***}	8.011 ^{***}	11.01 ^{***}
	[7.06]	[6.41]	[5.38]	[19.18]	[13.86]	[10.44]	[-4.08]	[-1.96]	[-0.63]	[3.83]	[5.59]	[6.07]
N	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
r2_a	0.147	0.172	0.116	0.158	0.192	0.161	0.444	0.511	0.535	0.206	0.302	0.336

Pente avant : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, coefficient β de l'équation (1) ; Date : date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après crise, coefficient β' de l'équation (1) ; Pente après : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, $\beta + \beta'$. HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques du département sont implantées ; MS_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département. CondInitial; : résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; * p < 0.1, ** p < 0.05, *** p < 0.01

Tableau 10 : Rupture du crédit et structure bancaire locale– Echantillon « France » valeurs extrêmes de l'IDS_RS exclues (5^{ème} centile, p5 et 95^{ème} centile, p95)

	AvantRupture			Rupture								
	Pente avant (2)			Date (3.1)			Intensité (3.2)			Pente après (3.3)		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
HHI	-11.34 ^{***}	-13.25 ^{***}		10.68 ^{**}	14.61 ^{***}		13.64 ^{***}	13.38 ^{***}		2.307	0.125	
	[-3.15]	[-3.47]		[2.34]	[3.12]		[3.78]	[3.59]		[0.64]	[0.03]	
IR	1.652			0.849			-3.142 ^{***}			-1.491		
	[1.65]			[0.67]			[-3.15]			[-1.49]		
CPS	0.711	0.793	-0.333	0.471	0.808	2.116 ^{**}	-2.363 ^{***}	-2.834 ^{***}	-1.764 ^{**}	-1.652 ^{**}	-2.041 ^{**}	-2.097 ^{***}
	[0.90]	[0.99]	[-0.46]	[0.47]	[0.83]	[2.36]	[-2.98]	[-3.64]	[-2.61]	[-2.08]	[-2.62]	[-3.11]
IR_RS		1.742	2.191 [*]		-0.404	-1.076		-1.979 [*]	-2.256 ^{**}		-0.237	-0.0647
		[1.44]	[1.79]		[-0.27]	[-0.72]		[-1.67]	[-2.00]		[-0.20]	[-0.06]
MS_RS			-4.961 ^{***}			2.464			8.020 ^{***}			3.058 [*]
			[-2.89]			[1.17]			[5.06]			[1.93]
IDS_RS		-0.0427	-0.00268		0.279 ^{**}	0.172		-0.172 [*]	-0.149 [*]		-0.215 ^{**}	-0.152 [*]
		[-0.45]	[-0.03]		[2.39]	[1.48]		[-1.85]	[-1.70]		[-2.31]	[-1.73]
MS_LB		3.262	12.31		14.29	-1.154		10.01	6.359		13.27	18.67
		[0.21]	[0.82]		[0.77]	[-0.06]		[0.67]	[0.46]		[0.89]	[1.36]
CondInitial _i				-0.428 ^{***}	-0.395 ^{***}	-0.493 ^{***}	-0.870 ^{***}	-0.903 ^{***}	-0.839 ^{***}	0.130	0.0970	0.161
				[-2.93]	[-2.77]	[-3.46]	[-7.53]	[-7.96]	[-7.82]	[1.13]	[0.85]	[1.50]
Constant	8.511 ^{***}	9.263 ^{***}	9.794 ^{***}	31.84 ^{***}	28.36 ^{***}	30.86 ^{***}	-4.430 ^{***}	-2.859	-6.478 ^{***}	4.081 ^{***}	6.404 ^{***}	3.317
	[6.55]	[4.77]	[4.28]	[19.38]	[11.91]	[10.99]	[-3.41]	[-1.51]	[-3.07]	[3.14]	[3.38]	[1.57]
N	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
r2_a	0.191	0.174	0.137	0.151	0.185	0.146	0.561	0.573	0.601	0.110	0.134	0.192

Pente avant : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, coefficient β de l'équation (1) ; Date : date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après crise, coefficient β' de l'équation (1) ; Pente après : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, $\beta + \beta'$. HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de départements dans lequel les banques du département sont implantées ; MS_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département. CondInitial_i : résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; * p < 0.1, ** p < 0.05, *** p < 0.01

Tableau 11 : Rupture du crédit et structure bancaire locale – Echantillon « France » - Variable CondInitial omise

	AvantRupture			Rupture								
	Pente avant (2)			Date (3.1)			Intensité (3.2)			Pente après (3.3)		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
HHI	-11.52***	-14.57***		8.549*	13.22***		9.269**	9.008*		-2.253	-5.559	
	[-3.57]	[-4.31]		[1.88]	[2.86]		[2.14]	[1.94]		[-0.62]	[-1.53]	
IR	1.411			0.685			-4.396***			-2.985***		
	[1.58]			[0.54]			[-3.67]			[-2.99]		
CPS	0.751	0.751	-0.371	0.825	1.115	2.211**	-1.526	-1.944*	-1.330	-0.774	-1.193	-1.701**
	[1.02]	[1.03]	[-0.54]	[0.79]	[1.12]	[2.32]	[-1.54]	[-1.94]	[-1.51]	[-0.94]	[-1.52]	[-2.34]
IR_RS		1.843*	2.141*		-0.645	-0.991		-3.475**	-3.583**		-1.632	-1.442
		[1.72]	[1.95]		[-0.44]	[-0.65]		[-2.36]	[-2.54]		[-1.42]	[-1.24]
MS_RS			-5.587***			2.193			6.390***			0.803
			[-3.69]			[1.04]			[3.28]			[0.50]
IDS_RS		-0.110	-0.0453		0.268***	0.177*		-0.161	-0.169*		-0.271***	-0.214***
		[-1.55]	[-0.66]		[2.75]	[1.86]		[-1.64]	[-1.91]		[-3.54]	[-2.94]
MS_LB		-0.715	9.331		13.40	0.452		0.518	-1.791		-0.197	7.539
		[-0.05]	[0.66]		[0.69]	[0.02]		[0.03]	[-0.10]		[-0.01]	[0.51]
Constant	8.796***	10.39***	10.92***	32.08***	28.68***	30.67***	-2.823*	-1.111	-3.955*	5.973***	9.279***	6.966***
	[7.63]	[6.64]	[6.07]	[19.67]	[13.40]	[12.28]	[-1.82]	[-0.52]	[-1.71]	[4.63]	[5.52]	[3.65]
N	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88
r2_a	0.182	0.189	0.147	0.0423	0.111	0.0345	0.230	0.203	0.263	0.113	0.190	0.169

Pente avant : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, coefficient β de l'équation (1) ; Date : date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après crise, coefficient β' de l'équation (1) ; Pente après : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, $\beta + \beta'$. HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques du département sont implantées ; MS_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département. t de Student entre crochets ; * p < 0.1, ** p < 0.05, *** p < 0.01

Tableau 12. Rupture du crédit et structure bancaire locale – Echantillon « France hors Ile-de-France » valeurs extrêmes de l'IDS_RS exclues (5^{ème} centile, p5 et 95^{ème} centile, p95)

	AvantRupture			Rupture								
	Pente avant (2)			Date (3.1)			Intensité (3.2)			Pente après (3.3)		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
HHI	-9.583**	-11.00**		13.94***	17.17***		4.691	4.093		-4.893	-6.903**	
	[-2.35]	[-2.62]		[2.84]	[3.46]		[1.46]	[1.27]		[-1.52]	[-2.13]	
IR	1.501			0.423			-2.541***			-1.040		
	[1.38]			[0.32]			[-2.97]			[-1.22]		
CPS	-0.275	-0.381	-1.471	-1.592	-1.237	0.558	1.622*	1.535*	2.120**	1.347	1.154	0.649
	[-0.23]	[-0.32]	[-1.34]	[-1.12]	[-0.88]	[0.43]	[1.74]	[1.68]	[2.61]	[1.45]	[1.26]	[0.80]
IR_RS		2.062	2.387*		-0.751	-1.327		-2.567***	-2.823***		-0.506	-0.436
		[1.66]	[1.88]		[-0.51]	[-0.88]		[-2.68]	[-3.01]		[-0.53]	[-0.46]
MS_RS			-4.677			6.255*			-0.290			-4.967**
			[-1.64]			[1.86]			[-0.14]			[-2.36]
IDS_RS		-0.0609	-0.00631		0.250**	0.156		-0.108	-0.145**		-0.168**	-0.151**
		[-0.62]	[-0.07]		[2.16]	[1.36]		[-1.42]	[-2.02]		[-2.23]	[-2.11]
MS_LB		6.516	10.64		16.84	7.789		-5.307	-11.88		1.209	-1.243
		[0.41]	[0.64]		[0.90]	[0.40]		[-0.44]	[-0.97]		[0.10]	[-0.10]
CondInitial _i				-0.488***	-0.462***	-0.534***	-0.737***	-0.750***	-0.746***	0.263***	0.250**	0.254***
				[-3.32]	[-3.17]	[-3.66]	[-7.66]	[-7.90]	[-8.19]	[2.73]	[2.63]	[2.79]
Constant	9.076***	9.601***	10.47***	33.21***	30.21***	29.74***	-6.131***	-4.412***	-3.008	2.945**	5.189***	7.465***
	[6.02]	[4.64]	[3.51]	[18.31]	[12.35]	[8.41]	[-5.17]	[-2.76]	[-1.36]	[2.48]	[3.25]	[3.38]
N	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72
r2_a	0.151	0.150	0.0983	0.178	0.206	0.155	0.527	0.546	0.556	0.0920	0.128	0.149

Pente avant : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, coefficient β de l'équation (1) ; Date : date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après crise, coefficient β' de l'équation (1) ; Pente après : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, $\beta + \beta'$. HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques du département sont implantées ; MS_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département. CondInitial_i : résidus de l'équation (2). t de Student entre crochets ; * p < 0.1, ** p < 0.05, *** p < 0.01

Tableau 13 : Rupture du crédit et structure bancaire locale – Echantillon « France hors Ile-de-France » - Variable CondInitial omise

	AvantRupture			Rupture								
	Pente avant (2)			Date (3.1)			Intensité (3.2)			Pente après (3.3)		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
HHI	-10.17***	-12.77***		10.73**	15.19***		1.325	0.405		-8.844**	-12.37***	
	[-2.87]	[-3.51]		[2.16]	[3.05]		[0.34]	[0.10]		[-2.61]	[-3.79]	
IR	1.189			0.176			-3.603***			-2.414**		
	[1.24]			[0.13]			[-3.43]			[-2.63]		
CPS	-0.173	-0.310	-1.381	-0.714	-0.428	1.014	2.395**	2.255*	2.487**	2.222**	1.945**	1.106
	[-0.16]	[-0.29]	[-1.37]	[-0.48]	[-0.30]	[0.73]	[2.04]	[1.95]	[2.34]	[2.17]	[2.06]	[1.29]
IR_RS		1.991*	2.278**		-1.098	-1.459		-3.516***	-3.549***		-1.525	-1.271
		[1.83]	[2.03]		[-0.74]	[-0.94]		[-2.94]	[-3.00]		[-1.57]	[-1.33]
MS_RS			-6.110**			5.275			-2.147			-8.257***
			[-2.61]			[1.63]			[-0.87]			[-4.13]
IDS_RS		-0.121*	-0.0488		0.255**	0.163*		-0.130	-0.140*		-0.251***	-0.189***
		[-1.67]	[-0.70]		[2.58]	[1.69]		[-1.64]	[-1.90]		[-3.88]	[-3.18]
MS_LB		1.866	5.978		16.28	7.351		-14.32	-19.20		-12.45	-13.22
		[0.13]	[0.40]		[0.82]	[0.36]		[-0.90]	[-1.21]		[-0.96]	[-1.04]
Constant	9.469***	10.82***	12.15***	33.32***	30.13***	29.99***	-4.882***	-2.807	-1.142	4.587***	8.011***	11.01***
	[7.06]	[6.41]	[5.38]	[17.77]	[13.05]	[9.61]	[-3.33]	[-1.52]	[-0.48]	[3.58]	[5.31]	[5.71]
N	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
r2_a	0.147	0.172	0.116	0.0194	0.0883	0.00954	0.163	0.184	0.192	0.0897	0.226	0.248

Pente avant : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, coefficient β de l'équation (1) ; Date : date de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux ; Intensité : intensité de la rupture de l'évolution des encours de crédits départementaux après crise, coefficient β' de l'équation (1) ; Pente après : tendance des encours de crédits départementaux avant crise, $\beta + \beta'$. HHI : indicateur Herfindal-Hirschman des crédits distribués dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; IR : taux d'intermédiation dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués et le total des dépôts collectés dans le département par des banques appartenant à un groupe national ; CPS : structure moyenne du portefeuille de crédits des banques dans le département calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels et les crédits distribués aux particuliers par les banques appartenant à un groupe national ; IR_RS : taux d'intermédiation des banques régionales calculé comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales et le total des dépôts collectés dans le département ; MS_RS : part de marché des banques régionales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques régionales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département ; IDS_RS : indice de dispersion spatiale calculé comme le nombre moyen de département dans lequel les banques du département sont implantées ; MS_LB : part de marché des banques locales calculée comme le rapport entre le total des crédits distribués par les banques locales dans le département sur le total des crédits distribués dans le département. t de Student entre crochets ; * p < 0.1, ** p < 0.05, *** p < 0.01

Bibliographie

- Avery, R. B., Samolyk K. A. (2004) Bank Consolidation and Small Business Lending: the Role of Community Banks. *Journal of Financial Services Research*, 25/ 2/3, 291-325.
- Berger, A. N., Klapper, L. F., Udell, G. F., (2001) The ability of banks to lend to informationally opaque small businesses, *Journal of Banking and Finance*, 25, 12, 2127-2167.
- Berger, A. N., Hasan, I., Klapper, L. F. (2004) Further Evidence on the Link between Finance and Growth: An International Perspective of Community Banking Performance. *Journal of Financial Services Research*, 25, 2/3, 169-202.
- Berger, A. N., Miller, N. H., Petersen, M. A., Rajan, R. G., Stein, J. C. (2005) Does function follow organizational form? Evidence from the lending practices of large and small banks, *Journal of Financial Economics*, 76, 2, 237-269.
- Berger, A. N., Molyneux, P., Wilson, J.O.S. (2010) Banking: An Overview, *in The Oxford Handbook of Banking*, Oxford University Press.
- Berger, A. N., Udell, G. F. (1995) Relationship Lending and Lines of Credit in Small Firm Finance, *Journal of Business*, 68, 351-381.
- Berger, A. N., Udell, G. F. (1998) The economics of small business finance: The roles of private equity and debt markets in the financial growth cycle, *Journal of Banking and Finance*, 22, 6-8, 613-673.
- Berger, A. N., Udell, G. F. (2006) A more complete conceptual framework for SME finance, *Journal of Banking and Finance*, 30, 11, 2945-2966.
- Berger, A. N., Rosen, R. J., Udell, G. F. (2007) Does Market Size Structure Affect Competition? The Case of Small Business Lending, *Journal of Banking and Finance*, 31, 11-33.
- Bertrand, M., Schoar, A. Thesmar D. (2007) Banking deregulation and Industry Structure: Evidence from the French Banking Act of 1985, *The Journal of Finance*, April, 62, 2, 597-628.
- Boot, A.W.A., Thakor, A.V. (2000) Can relationship banking survive competition? *Journal of Finance*, 55, 2, 679–713.
- Collender, R. N., Shaffer, S. (2003) Local bank office ownership, deposit control, market structure and economic growth, *Journal of Banking and Finance*, 27, 27-57.

- Degryse, H., Ongena, S. (2007) The impact of competition on bank orientation. *Journal of Financial Intermediation*, 16, 3, 399–424.
- Dell'Ariccia, G., Marquez, R. (2004) Information and bank credit allocation, *Journal of Financial Economics*, 72, 1, 185-214.
- DeYoung, R., Hunter, W.C., Udell, G. F. (2004) The Past, Present, and Probable Future for Community Banks, *Journal of Financial Services Research*, 25, 85-133.
- Dietsch M. (2003) Financing small businesses in France, *EIB Papers, Revue de la Banque Européenne d'Investissement*, 8, 2, 92-119.
- Goddard, J., Molyneux, P., Wilson, J. O. S., Tavakoli, M. (2007) European Banking: an Overview, *Journal of Banking and Finance*, 31, 1911-1935
- Gozzi, J. C., Goetz, M. (2010) Liquidity shocks, local banks, and economic activity: Evidence from the 2007-2009 crisis, Working Paper, Brown University.
- Hauswald, R., Marquez, R. (2006) Competition and strategic information acquisition in credit markets, *Review of Financial Studies*, 19, 3, 967–1000.
- Jeanneau, S., Micu, M. (2002) Determinants of international bank lending to emerging market countries, *BIS Working Paper No. 112*
- Peek, J., Rosengren, E. S. (1998) Bank consolidation and small business lending: It's not just bank size that matters, *Journal of Banking and Finance*, 22, 6-8, 799-819.
- Peek, J., Rosengren, E.S. (2000) Implications of the globalization of the banking sector: The Latin American experience. *New England Economic Review*, September-October, 45-63.
- Petersen, M.A., Rajan, R.G. (1995) The effect of credit market competition on lending relationships, *The Quarterly Journal of Economics*, 110, 2, 407–443.
- Presbitero A., Zazzaro A. (2011) Competition and Relationship Lending: Friends or foes? *Journal of Financial Intermediation*, 20, 3, 387-413.
- Presbitero A., Udell G. F., Zazzaro A. (2012), The Home Bias and the Credit Crunch: A Regional Perspective, *MoFiR Working paper*, n°60, March.
- Rajan, R.G. (1992) Insiders and outsiders: the choice between informed and arm's-length debt, *Journal of Finance* 47, 4, 1367–1400.
- Santos, J. A. C. (2010) Bank corporate loan pricing following the subprime crisis, *Review of Financial Studies*, 24, 6, 1916-1943.

Usai S., Vannini M. (2005) Banking structure and regional economic growth: lessons from Italy, *Annals of Regional Science*, 39, 691-714.